

Étude sur la préparation de la phase de généralisation du SIMAP**XV/96/36/B****Projet EDA****Procédure ouverte**

(96/C 192/09)

1. **Pouvoir adjudicateur:** Commission européenne, direction générale marché intérieur et services financiers, unité XV/B/4 «Marchés publics», rue de la Loi/Wetstraat 200, B-1049 Bruxelles/Brussel.

2. **Catégorie de service et description:** Services informatiques et services connexes (catégorie 7 de l'annexe IA de la directive 92/50/CEE).

Référence CPC: 84

Référence CPV: 72000000

L'objectif de l'étude est de proposer des alternatives et/ou des mesures complémentaires pour le passage du système pilote SIMAP (Système d'Information pour les Marchés Publics) actuel pouvant supporter une centaine d'utilisateurs à la phase suivante appelée «généralisation». Au cours de cette phase, le système devra pouvoir supporter jusqu'à 200 000 sources potentielles d'information (pouvoirs adjudicateurs au sein de l'UE) et un plus grand nombre de lecteurs (fournisseurs potentiels) dans l'ensemble des 15 États membres. Cette extension quantitative aura des implications organisationnelles juridiques qui devront être étudiées.

3. **Lieu de livraison:** Voir au point 1.

4. a) **Prestation de service réservée à une profession particulière:** Néant.

b) **Disposition législative, réglementaire ou administrative:** Néant.

c) **Noms et qualifications du personnel:** Les soumissionnaires indiqueront les noms, qualifications professionnelles et l'expérience du personnel responsable du marché.

5. **Division en lots:** Néant.

6. **Variantes:** Néant.

7. **Durée du marché ou délai d'exécution de l'étude:** La durée du marché sera de 8 mois à compter de la date de signature.

8. a) **Nom et adresse du service auquel le dossier d'appel d'offres pourra être demandé:** Commission européenne, direction générale marché inté-

rieur et services financiers, unité XV/B/4 «Marchés publics», C100 0/95, rue de la Loi/Wetstraat 200, B-1049 Bruxelles/Brussel, en précisant la référence XV/96/36/B.

Les demandes doivent être faites par écrit, soit par courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, soit par télécopieur au (32-2) 295 01 27.

b) **Date limite pour effectuer la demande:** 31. 7. 1996.

c) **Prix des documents:** Les documents sont gratuits.

9. a) **Date limite de soumission des offres:** 12. 8. 1996.

b) **Adresse à laquelle les offres doivent être transmises:** Commission européenne, direction générale marché intérieur et services financiers, DG XV/01 «Ressources (Budget)», C107 6/39, rue de la Loi/Wetstraat 200, B-1049 Bruxelles/Brussel.

c) **Langue des offres soumises:** Une des langues officielles de l'Union européenne.

10. a) **Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres:** 1 représentant de chaque soumissionnaire.

b) **Date, heure et lieu de l'ouverture:** Les offres seront ouvertes le 20. 8. 1996 (10.00), salle 0/52, avenue de Cortenberg 107, B-1040 Bruxelles.

11. **Caution:** Il pourra être demandé à l'adjudicataire de fournir une caution ou une garantie couvrant le montant total du contrat, y compris les frais remboursables envisagés, afin de garantir la bonne exécution du contrat.

12. **Principales conditions de financement:** Les conditions de paiement suivantes seront appliquées:

30 % du montant à la signature du contrat; 20 % sur acceptation des rapports intermédiaires par la Commission, le solde sur acceptation du rapport final par la Commission.

Les paiements seront effectués dans les 60 jours suivant la réception de la facture. À l'exception de l'acompte, les factures ne seront soumises qu'après acceptation des rapports correspondants par la Commission.

13. **Forme juridique:** Néant.

14. **Renseignements nécessaires pour l'évaluation des conditions minimales de caractère économique et technique à remplir par le candidat:** Avant examen de la conformité aux critères d'attribution, les offres seront évaluées sur la base des critères suivants:

capacité économique et financière:

1. bilans, ou bilans résumés, des 3 derniers exercices,
2. déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires pour les services comparables à ceux en objet pour les 3 derniers exercices.

Capacité technique:

Le mandataire responsable de l'étude devra être en mesure de réaliser une étude de l'envergure et de la complexité de l'objet du présent appel d'offres et de prester les services correspondants. Les soumissionnaires devront ainsi prouver:

- a) qu'ils ont des connaissances dans le domaine des technologies de l'information,
- b) qu'ils ont des connaissances dans le domaine des systèmes juridiques, des conditions économiques et de la législation sur les marchés nationaux dans l'ensemble des 15 États membres,
- c) qu'ils ont géré et achevé avec succès une étude d'une ampleur similaire au cours des 5 dernières années,
- d) qu'ils disposent de ressources en personnel appropriées, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines susmentionnés et des compétences linguistiques appropriées permettant de couvrir les 15 États membres, ou, s'ils envisagent de sous-traiter les travaux dans certains États membres, que les sous-traitants proposés répon-

dent aux critères a) et b) et qu'ils disposent de ressources en personnel appropriées ayant l'expérience et les compétences requises.

De plus amples renseignements figurent dans le dossier d'appel d'offres.

15. **Validité des offres:** Le soumissionnaire doit être disposé à rester engagé par son offre pendant une période de 8 mois à compter de la date du présent avis.

16. **Critères d'attribution:** Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse. L'offre sera considérée comme la plus avantageuse sur la base des critères suivants:

- efficacité de la méthode proposée pour atteindre les objectifs de cette étude, en particulier affectation proposée des ressources, gestion du projet,
- qualité et valeur technique des propositions,
- couverture de l'ensemble des États membres de l'UE,
- prix.

17. **Autres renseignements:** Voir dossier d'appel d'offres pour de plus amples renseignements.

18. **Publication de l'avis de préinformation:** Aucun avis de préinformation n'a été publié.

19. **Date d'envoi de l'avis:** 21. 6. 1996.

20. **Date de réception de l'avis par l'Office des publications officielles des Communautés européennes:** 21. 6. 1996.

21. L'objet du présent avis est couvert par l'Accord sur les marchés publics dans le cadre de l'OMC.